Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

39 | 2009

Le monde de l'imprimé: des territoires aux acteurs -
Education et politique - Histoires politiques

Une maison d'édition au service d'une profession : Victor Rozier (1824-1890) et la médecine militaire

Publishing for a profession: Victor Rozier (1824-1890) and the military medicine.

Claire Fredj

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3915>

DOI : 10.4000/rh19.3915

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2009

Pagination : 59-76

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Claire Fredj, « Une maison d'édition au service d'une profession : Victor Rozier (1824-1890) et la médecine militaire », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 39 | 2009, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3915> ; DOI : 10.4000/rh19.3915

Tous droits réservés

CLAIRE FREDJ

*Une maison d'édition au service d'une profession :
Victor Rozier (1824-1890) et la médecine militaire*

Alors qu'autour de 1840 le surnombre de « docteurs » est volontiers stigmatisé, au point que l'on parle « d'encombrement médical » dans la médecine civile et de son effrayant corollaire, le déclassement¹, la médecine militaire attire peu : la carrière est présentée comme trop lente, peu rémunératrice, sans rapport avec les études longues et difficiles qu'elle suppose. Cette situation, qui serait due à la subordination que l'Intendance impose aux médecins, est régulièrement critiquée dans une vaste littérature dénonçant la « fausse position » des officiers de santé dans l'armée². Dans ce contexte de crise professionnelle, la révolution de février 1848 provoque l'ébullition dans les hôpitaux militaires parisiens où les exemples d'insubordination se multiplient. C'est avec passion qu'une partie des jeunes officiers de santé et des élèves de l'École d'application du Val-de-Grâce accueillent la République. Les publications critiques de l'organisation du service de santé, qui s'accumulent depuis la Restauration, connaissent une nouvelle vigueur dans le mouvement général de libéralisation de la presse propre aux débuts du régime. Cet élan est d'autant plus fort que la jeune République publie le 3 mai 1848 un décret accordant l'assimilation et l'autonomie au « Corps des officiers de santé militaires », un texte jamais appliqué malgré le débat lancé à l'Assemblée nationale par l'ancien médecin militaire Ducoux, député de la Haute-Vienne³.

1. Jean-Claude Caron, « L'impossible réforme des études médicales. Projets et controverses dans la France des notables (1815-1848) », dans François-Olivier Touati [dir.], *Maladies, médecines et sociétés. Approches historiques pour le présent. Actes du 6^e colloque de l'histoire au présent*, Paris, L'Harmattan, 1993, 2 volumes, volume 2, p. 206-217.

2. Contrairement aux *officiers de santé civils* dont l'existence et les conditions d'exercice sont régies par la loi du 19 ventôse an XI, le terme d'*officier de santé militaire* qualifie les médecins militaires, docteurs en médecine et officiers de l'armée à part entière depuis les lois du 11 avril 1831 sur les pensions, du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée et du 19 mai 1834 sur l'état des officiers. Une étude de référence sur les officiers de santé de la marine : Jacques Léonard, *Les officiers de santé de la marine française de 1814 à 1835*, Paris, Klincksieck, 1967. Sur le débat concernant la « fausse position » des médecins de l'armée, voir Claire Fredj, *Médecins en campagne, médecine des lointains. Le service de santé des armées dans les campagnes du Second Empire (Crimée, Chine-Cochinchine, Mexique)*, thèse d'histoire sous la direction de Daniel Nordman, EHESS, 2006.

3. François-Joseph Ducoux, *Proposition tendant à rendre exécutoire le décret du 3 mai 1848 sur le corps des officiers de santé militaires, présentée le 19 janvier 1849*, Paris, Assemblée nationale, tome 9, 1849, n° 810. Le décret du 18 juin 1860 accorde une assimilation dans l'ensemble satisfaisante aux officiers

Dès le 1^{er} mars 1848, il est question de fonder « un journal militant ». Rédigé par de jeunes médecins militaires, *L'Écho du Val-de-Grâce* se présente ainsi comme un organe consacré à la « défense âpre des intérêts du corps de santé »⁴. Il disparaît en avril 1850, témoignant, dans le paysage journalistique de cette période, d'une longévité finalement remarquable. La *Revue scientifique et administrative des médecins de l'armée de terre et de mer* le remplace, dont s'occupe le jeune imprimeur Victor Rozier. Le médecin Victor Cuisinier, une des chevilles ouvrières de *L'Écho du Val-de-Grâce*, souligne le rôle de « ce garçon intelligent et instruit [...] typographe puis metteur en page dans l'imprimerie où se faisait notre journal, [qui] y prit part, le sauva plus tard du naufrage et a continué d'y donner une suite sous le titre du *Bulletin de la médecine militaire* »⁵. En mars 1848, en effet, Victor Rozier, fils d'un armurier parisien passé par le collège Saint-Louis, est correcteur-imprimeur chez l'imprimeur Bautruche qui publie le journal des médecins militaires. Il est un temps gérant de l'éphémère *Réveil du peuple, journal des intérêts populaires*, également publié par son patron⁶. Au cours de la décennie suivante, il devient le principal éditeur du service de santé de l'Armée, en se chargeant notamment du *Recueil de Mémoires de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaire*, revue des officiers de santé militaire.

À la croisée de l'édition médicale, que se partagent quelques libraires-éditeurs, particulièrement J.-B. Baillière et Masson⁷ et d'une édition militaire tendant également à l'oligopole, cet article se demande comment fonctionne une maison d'édition comme celle de Victor Rozier, spécialisé dans l'édition médico-militaire.

de santé de l'armée et après le vote de la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée, la loi du 1^{er} juillet 1889 achève de donner l'autonomie au service de santé.

4. Anne-Claude Ambroise-Rendu, « Les journaux du printemps 1848 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 19-1999, p. 35-64. Le n° 1 de *L'Écho du Val-de-Grâce* paraît le 26 mars 1848. Pour une analyse de la revue, voir Philippe Baudouin, *Le service de santé militaire et la révolution de 1848*, thèse de médecine, Bordeaux, 1994.

5. Archives du service de santé des armées, carton 66, Victor Cuisinier, souvenirs du 26 mars 1848.

6. Jules Lermina, *Dictionnaire universel illustré, biographique et bibliographique*, Paris, L. Boulanger, 1885, p. 1267 ; voir aussi Arch. Paris (Archives de Paris), 5mi 259, Extrait du registre des actes de naissances de la mairie du 11^e arrondissement (actuel 5^e).

7. Jean-Yves Mollier, *L'argent et les lettres, Histoire du capitalisme d'édition 1880-1920*, Paris, Fayard, 1988 et particulièrement le chapitre X, « L'édition scientifique au XIX^e siècle. La librairie Baillière », p. 279-297 ; Danielle Gourevitch et Jean-François Vincent [dir.], *J.-B. Baillière et fils, éditeurs de médecine. Actes du colloque international de Paris, 20 janvier 2005, organisé par la Société française d'histoire de la médecine avec la collaboration de l'EHESS et de la Bibliothèque interuniversitaire de médecine*, Medic@, Paris, Bibliothèque interuniversitaire de médecine et d'odontologie, de Bocard, 2006 ; *Deux siècles d'édition médicale et scientifique : Masson, 1804-2004*, Paris, Masson, 2004. Sur l'édition médicale, voir Élisabeth Parinet, *Une histoire de l'édition à l'époque contemporaine*, Points histoire, Paris, Le Seuil, 2004, p. 231-234 ; Valérie Tesnière, « Le livre de science en France au XIX^e siècle », *Romantisme*, n° 80, 1993-II, p. 83-93 et « L'édition universitaire », dans Henri-Jean Martin et Roger Chartier [dir.] *Histoire de l'édition française*, 4 tomes, tome 3, *Le temps des éditeurs, du romantisme à la Belle Époque*, Paris, Promodis, 1985, p. 216-227.

UNE PUBLICATION POLITIQUE ET PRATIQUE :
LA *REVUE SCIENTIFIQUE ET ADMINISTRATIVE*
DES MÉDECINS DE L'ARMÉE DE TERRE ET DE MER

Lorsqu'il fonde la *Revue scientifique et administrative des médecins de l'armée de terre et de mer* (ci-après *RSA*), Victor Rozier la conçoit comme un organe de combat au même titre que *L'Écho du Val de Grâce*, dont il prend le déficit à sa charge⁸. Il souhaite toutefois se démarquer de la radicalité attachée à cette feuille : se voulant la tribune du service de santé dans son entier, il espère le concours de tous les médecins, dont celui « des hommes d'âge et d'expérience venant tempérer la fougue et l'ardeur d'hommes plus jeunes et plus irritables », afin de contribuer à faire obtenir au corps de santé des armées « la position et les prérogatives auxquelles ces corps ont droit à tant de titres » et en dénonçant les abus « d'où qu'ils viennent »⁹. C'est encore l'époque où les élèves officiers de santé prennent à partie leurs professeurs des hôpitaux d'instruction ainsi que les membres du Conseil de Santé. Selon l'un d'eux, Rozier entreprendrait d'ailleurs, « sous prétexte d'amélioration et de réforme, un esprit d'inquiétude [tendant] à affaiblir de plus en plus, sinon à détruire les principes de la subordination et de la hiérarchie »¹⁰. Quelques mois plus tard, le médecin-inspecteur Bégin déplore « le travail de désorganisation que la *Revue administrative*, en continuation de *L'Écho du Val de Grâce*, poursuit avec tant de persévérance contre les chefs les plus élevés du corps des officiers de santé de l'armée », accusant Rozier de se faire « l'éditeur responsable de rancunes occultes ou l'instrument d'ambitions qui n'osent se produire au grand jour »¹¹.

Les débuts de Rozier dans le métier sont donc ceux d'un éditeur engagé dans un projet politique : il voit sa revue comme « la tribune du prolétariat de la médecine militaire »¹², dans un moment où les discussions sur l'organisation du service de santé militaire se multiplient et où la réforme tant attendue vers l'autonomie tarde à arriver, alors que la « position tellement anormale » des médecins militaires fait « qu'il devient urgent que le pouvoir prenne l'initiative de mesures législatives qui devront [la] changer »¹³. Sa publication se veut un relais entre les médecins et l'administration destiné à améliorer le fonctionnement du service de santé. En effet, « qui peut mieux que celui qui expérimente, signaler les défauts qu'il est appelé à voir journellement » ?

8. *Revue scientifique et administrative des médecins de l'Armée de terre et de mer (RSA)*, tome 1, 1850, p. 309.

9. *RSA*, tome 1, 1850, p. 117 et tome 2, 1851, p. 3.

10. *RSA*, tome 3, 1851-1852, p. 114. Le Conseil s'oppose d'ailleurs à cette époque à ce que Rozier publie l'annuaire du corps de santé militaire.

11. *RSA*, tome 3, 1851-1852, p. 243.

12. *RSA*, tome 1, 1850, p. 85.

13. *RSA*, tome 2, 1850-1851, p. 37.

En permettant à la *RSA* d'exister, les lecteurs « doteront à jamais le corps de santé du levier le plus puissant : un organe où chacun pourra venir exposer ses griefs »¹⁴. Des articles polémiques commentent donc l'actualité relative à la profession et rendent compte notamment d'ouvrages français mais aussi belges, allemands ou anglais : pour mieux défendre les intérêts du service sanitaire français, Rozier juge utile de comparer les situations de la médecine militaire entre les pays, grâce à une documentation obtenue par les rapports qu'il dit entretenir avec les médecins de tous les pays¹⁵. La *RSA* est ainsi, du moins dans les premiers temps, politique et polémique. Cet aspect s'atténue considérablement avec le durcissement de la législation sur la presse ainsi que le passage de Victor Rozier à l'édition officielle. La défense des médecins de l'armée continue néanmoins, par la glorification de leur personne et de leur travail dans le cadre de nombreuses et longues nécrologies ou dans l'exposé des actions des officiers de santé militaires « qui démontrent de leur part, courage, abnégation, dévouement »¹⁶.

Victor Rozier s'occupe d'autres publications plus pratiques, annuaires, bulletins, codes, toujours nées de la volonté d'être utile aux médecins et, plus marginalement, à d'autres corps militaires. Il tente ainsi de suivre au plus près l'actualité du corps de santé, quitte à repousser la publication d'un numéro pour envoyer à ses abonnés le texte d'une loi les concernant. Le rythme des mutations influence aussi la parution de l'annuaire. La guerre de Crimée aurait ainsi provoqué un surcroît de travail¹⁷. L'éditeur adapte donc ses colonnes aux circonstances et, quand, par exemple, commence la campagne de Chine en 1859, il propose l'organisation d'une rubrique spécifique¹⁸.

Une autre de ses publications, la *Législation sanitaire de l'armée de terre* est une « simple compilation des actes non abrogés relatifs au service de santé militaire [avec laquelle] l'auteur n'a eu d'autre prétention que de combler une lacune regrettable ». Si, d'après Rozier, l'ouvrage est plébiscité en France et à l'étranger, c'est parce qu'il renferme « toute la législation actuelle, non pas analysée, mais textuelle [qui] évitera longtemps encore de recourir à la rare et volumineuse collection du *Journal militaire* »¹⁹. L'aspect pratique et le dévouement de l'éditeur pour ses clients, toujours soulignés, fonctionnent ensemble. De même, lorsqu'il publie le *Code de santé* de Pierre-Augustin Didiot, il insiste sur le fait d'avoir réussi à « condenser en un seul volume la matière qui pouvait en former plusieurs. [...] En un mot, avec beaucoup de matières, nous sommes parvenus à former un volume assez mince et conséquemment portatif »²⁰.

14. *RSA*, tome 1, 1850, p. 286 et p. 312.

15. *RSA*, tome 4, 1852-1854, p. 122.

16. *RSA*, tome 6, 1857-1860, p. 27.

17. *RSA*, tome 5, 1854-1856, p. 85.

18. *Bulletin de médecine et de pharmacie militaire (BMPM)*, 9 novembre 1859, p. 218.

19. *RSA*, tome 5, 1854-1856, p. 225.

20. *BMPM*, tome 4, 1860-1863, p. 209.

Son travail technique d'éditeur (choix du papier, des caractères, de la composition) est encore présenté dans la perspective d'être utile et de contribuer à l'affirmation d'un corps en lui fournissant un outil de communication. Cette volonté dépasse le seul fait de mettre ses colonnes au service des officiers de santé. Rozier souhaite que « le bureau de la *Revue* soit considéré comme le point central des affaires des médecins militaires et quoique disséminés, ils seront comme rapprochés, grâce à la publicité qui leur est offerte »²¹. Il peut ainsi rendre certains services très concrets : par exemple, lorsque « par suite du décès de M. Bureau, M. Rozier s'est chargé de toucher la solde des officiers de santé des hôpitaux de Paris. En conséquence, les livrets seront reçus chez lui, rue Sainte-Marthe-Saint-Germain, tous les jours de 9 h du matin à 1 h »²². Le rôle d'intermédiaire apparaît encore dans l'annonce prévenant les abonnés « qu'un homme intelligent vient d'être chargé par l'Administration de la *Revue* de toutes les commissions qui [lui] seront adressées » : abonnements aux journaux, achats de livres, d'instruments de chirurgie. Il se charge également de toutes les copies « qu'on voudra bien lui confier, à des prix très modérés »²³. Tout est donc fait pour faciliter la vie des abonnés, à qui il est également rappelé que la maison Rozier est en mesure « de leur fournir tous les livres de médecine ou autres au prix des catalogues des éditeurs, sans leur faire supporter le port des volumes ». Sa commission « s'étend à d'autres objets d'un envoi facile par la poste ou par les messageries, tels que les décorations qui leur ont été conférées, les instruments de chirurgie etc. »²⁴. La *Revue* ainsi que le *Bulletin* passent des annonces et s'enrichissent progressivement – surtout après 1870 – d'une forme de carnet mondain : aux nécrologies s'ajoutent bientôt les annonces de mariage.

C'est donc en 1850 que le typographe-imprimeur Victor Rozier devient rédacteur et éditeur de nombreuses publications destinées aux médecins de l'armée. Certains détails biographiques peuvent expliquer son intérêt pour cette population spécifique. Il a très certainement côtoyé depuis l'enfance des « carabins », nombreux dans le quartier où il est né (rue de la Harpe-Sorbonne). Il travaille pour l'éditeur Bautreche qui s'occupe, entre autres, de publications médicales. Mais surtout, la nécrologie de l'aide-major de 1^{re} classe Achille Trinquier, qu'il rédige en 1856 révèle « une amitié datant de l'enfance » qui a assurément joué un rôle dans son orientation professionnelle²⁵. En tous cas, l'extension progressive de ses activités montre une volonté de dominer l'ensemble du secteur très spécialisé qu'est l'édition médico-militaire.

21. *RSA*, tome 3, 1851-1852, p. 162.

22. *RSA*, tome 2, 1851, non paginé.

23. *RSA*, tome 3, 1851-1852, non paginé.

24. *BMPM*, n° 90, janvier 1863, p. 204.

25. Victor Rozier, « Nécrologie de Trinquier », *RSA*, tome 5, janvier-février 1856, p. 262.

UNE VOLONTÉ DE CENTRALISATION : INTÉGRATION HORIZONTALE ET ÉDITION OFFICIELLE

En 1859, Victor Rozier écrit : « Si, à force de persévérance, nous avons réussi à centraliser toutes les publications du domaine des médecins militaires, il nous reste à centraliser également leurs travaux, à les faire sortir du cercle trop limité dans lequel ils restaient si malencontreusement, à les étendre à la médecine civile. À cet effet, nous avons ouvert une librairie qui leur est spéciale, avec l'espoir que chaque membre de cette famille, à laquelle nous appartenons bien un peu, aurait à cœur de nous charger de l'impression de ses écrits »²⁶. Il expose ainsi sa stratégie commerciale visant à se tailler une situation de monopole dans le domaine de la médecine militaire. Rédacteur-gérant et directeur de revues concernant les officiers de santé de l'armée, auteur d'ouvrages pratiques, il ouvre ainsi en 1853 une « librairie de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie militaire »²⁷, avant de se faire également éditeur, à une époque où, longtemps confondu avec le libraire, l'éditeur commence à s'en dissocier, tandis que son travail se complexifie²⁸. Le catalogue reconstitué de sa maison d'édition pour les décennies 1850-1880 montre qu'il parvient à faire venir à lui une cinquantaine d'auteurs, les trois-quarts avant 1870. Il n'est pas rare que ces publications soient les tirés à part d'articles parus dans la revue officielle des médecins de l'armée, le *Recueil de Mémoires de médecine, de pharmacie et de chirurgie militaires (RMMCPM)* dont il s'occupe aussi. Rozier cherche également à publier un livre « qui n'a jamais existé aussi complet que nous le rêvons, et qui restera comme la plus solide glorification de la médecine et de la chirurgie des armées »²⁹, une bibliographie de tout ce qui a été écrit par les médecins, chirurgiens et pharmaciens militaires. Il demande pour cela à chaque officier de santé de l'armée de lui faire parvenir, « en échange du livre qu'il nous donnera la faculté d'établir, deux exemplaires de ce qu'il a fait imprimer »³⁰. L'auteur de la copieuse *Bibliographie* à venir, précise-t-il, « ne sera pas celui qui aura

26. *RSA*, tome 6, novembre-décembre 1859, p. 470.

27. Victor Rozier remplace le libraire Pierre-Julien Fontaine. Le maigre dossier de ce dernier précise que Rozier est « autorisé le 8 mars 1853 à vendre deux ouvrages relatifs à l'armée sollicitée aujourd'hui un brevet de librairie à Paris, en remplacement du Sr Fontaine, démissionnaire », Arch. nat. (Archives nationales), F18 1764, Rapport au ministre, 4 décembre 1855.

28. Frédérique Leblanc, « 1791-1914, la métamorphose de la librairie », dans Jean-Yves Mollier [dir.], *Le commerce de la librairie en France au XIX^e siècle (1789-1914)*, In-octavo, Paris, IMEC éditions/éditions des sciences de l'homme, 1997, p. 217-224 et p. 218 ; Frédéric Barbier, « Qu'est-ce que la médiatisation ou l'invention de l'éditeur », dans Gérard Bonet [dir.], *Imprimerie, édition et presse dans la première moitié du XIX^e siècle. Actes de la première journée d'étude sur l'imprimerie organisée à Perpignan le 25 avril 2003 par le Centre de documentation et d'animation de la culture catalane et les Archives de la ville*, Perpignan, Publications de l'Olivier, 2004, p. 95.

29. *RSA*, tome 6, novembre-décembre 1859, p. 470.

30. *Idem*, p. 471.

recueilli, rassemblé, mis en ordre, annoté et publié le travail, mais bien ceux qui auront apporté les documents propres à la fonder »³¹.

Dans les publications de l'armée, Victor Rozier se présente comme « éditeur », voire « éditeur scientifique », bien qu'en matière de publications médicales, l'éditeur-libraire, souvent étranger à la discipline, ne puisse guère, la plupart du temps, se livrer aux travaux de corrections de fond et travailler avec un médecin, qui fait office d'éditeur scientifique. En l'occurrence, ce rôle est tenu dans la médecine militaire par le Conseil de santé. Rozier est aussi enregistré comme propriétaire de deux publications. En 1859, il est inscrit dans le *Bottin* comme « rédacteur-gérant de journaux », en 1866 comme « libraire et éditeur de plusieurs journaux » dans la partie par profession et comme « homme de lettres et libraire » dans le répertoire nominatif. Il rédige en effet des nouvelles, des chroniques, collabore à quelques revues littéraires et entre en 1866 à la Société des gens de lettres. Il est chargé d'en « réformer la tenue des écritures suivant un mode plus rationnel de comptabilité »³². Il est également un administrateur qui exerce pendant seize ans les fonctions d'inspecteur-vérificateur de la Société des auteurs dramatiques : il en rédige l'*Annuaire* et le *Bulletin*, dont il aurait eu l'initiative³³. Il dépose donc mensuellement aux séances de la Société « des bulletins de réception des pièces reçues dans les théâtres de Paris » et chaque année « son rapport sur la vérification de caisse et de comptabilité, dans les agences générales de la Société »³⁴, permettant la présentation du montant des droits d'auteurs perçus. Après sa mort, sa veuve se fait inscrire sous la profession de « libraire » dans le *Bottin* de 1892, alors que les éditions « Veuve Rozier » continuent quelques années encore de fonctionner.

Les ouvrages rédigés et publiés par Victor Rozier signalent un éditeur officiel, du moins un éditeur d'ouvrages officiels, comme de nombreux autres éditeurs, qui profitent de l'essor que connaît l'imprimerie administrative après 1789 et à laquelle l'Imprimerie nationale ne peut pourvoir à elle seule. Plusieurs ministères, comme celui de la Guerre en 1831, non seulement se dotent d'ateliers lithographiques pour la production de circulaires et de formulaires à usage interne, mais confient également une partie de leurs travaux à des éditeurs privés, comme Berger-Levrault, Charles Lavauzelle ou Paul Dupont qui publient « recueils de textes, annuaires, bulletins administratifs

31. *Ibidem*.

32. Édouard Montagne, *Histoire de la Société des gens de lettres*, Paris, Librairie mondaine, 1889, p. 323.

33. Arch. nat., F18 322. La Commission de la Société des artistes et des compositeurs dramatiques décide en janvier 1873 la création d'un *Bulletin* mensuel, adressé gratuitement aux Sociétaires. Comme Rozier est aussi chargé de l'*Annuaire*, il fait rappeler aux Sociétaires de lui « donner avis de leurs changements de domicile [...] L'oubli de cette formalité les exposerait à ne pas recevoir les diverses communications qui leur sont destinées », *Bulletin de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (BSACD)*, n° 9, janvier-février 1874, p. 160. Rozier est aussi chargé de l'impression du « catalogue alphabétique de toutes les pièces représentées depuis le 1^{er} avril 1860 », *BSACD*, n° 34, mars-avril 1878, p. 335.

34. *BSACD*, n° 10, mars-avril 1874, p. 182 et *BSACD*, n° 12, juillet-août 1874, p. 250.

ou statistiques de ministères ou de grandes administrations»³⁵. À l’instar de l’*Annuaire militaire* publié par Berger-Levrault «d’après les documents officiels fournis par [le] département»³⁶ de la Guerre, les publications de Rozier sont possibles grâce à cette collaboration. En 1859, il devient également éditeur du *RMMCPM*, renforçant encore ses liens avec la médecine militaire. Considéré par ses promoteurs comme un instrument d’émulation au sein de l’armée et une vitrine destinée à promouvoir les travaux des médecins militaires dans le monde médical, ce périodique, au contenu choisi par le Conseil de Santé des armées, est financé par le ministère de la Guerre. Il est cependant fabriqué par plusieurs éditeurs privés successifs, adjudicataires d’un marché passé avec l’État³⁷.

C’est en 1769 que paraît le *Recueil d’observations de médecine des hôpitaux militaires*, puis *Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaire*, dont sept volumes sont publiés entre janvier 1782 et janvier 1789³⁸. Avec la Restauration renaît une publication propre aux services de santé de l’Armée, le *Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaire*, qui devient en 1817 le *Recueil de mémoires de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaires*. Sa périodicité et son organisation connaissent plusieurs changements, qui témoignent en partie des efforts faits par l’administration militaire pour régler le problème de sa diffusion, jugée insuffisante. En 1859, le Conseil de Santé estime ainsi que la revue, hautement spécialisée du fait de ses auteurs, son contenu et son public, n’a pas eu jusqu’alors «dans le monde scientifique et médical, tout le retentissement qu’[elle] méritait et ne s’est pas placé[e] au rang qui semblait lui être destiné». C’est pourquoi sa formule évolue,

35. Bruno Delmas, «L’inflation de l’imprimé administratif», dans Henri-Jean Martin et Roger Chartier [dir.], *Histoire de l’édition française*, ouv. cité, tome 3, p. 40.

36. Arch. nat., F1a 333, minute du 13 mai 1853.

37. Éditeurs du *RMMCPM* (1815-1883).

Série	Tome	Éditeurs	Adresse
1 ^{re} série : 1815-1846	I-IV	Panckoucke	14, rue des Poitevins
	V-XLV	Veuve Huzard	7, rue de l’Éperon
	XLVI-XLVIII	Bouchard-Huzard	
	XLIX-LI	Moquet	90, rue de la Harpe
	LII-LIV	Moquet et Hauquelin	
	LV-LVIII	Hauquelin et Bautruche	
	LIX-LX	E. Bautruche	90, rue de la Harpe
2 ^e série : 1847-1858	I-IV	E. Bautruche	
	V-VII	J. Dumaine	
	VIII-XXII	H. et C. Noblet	56, rue Saint-Dominique
3 ^e série : 1859-1883	I-XXXVIII	Víctor Rozier	11, rue Childebert

38. Jean des Cilleuls, «Un précurseur de la presse médicale en France : Richard de Hautesierck, premier médecin de l’armée de Westphalie, rédacteur en chef du *Recueil d’observations de médecine des hôpitaux militaires*, 1713-1789», *Histoire des sciences médicales*, n° 10, 1972, p. 153-159; *Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaire*, n° 1, mars 1815, p. 1-51.

la publication se faisant désormais en fascicules mensuels dont on espère une meilleure distribution³⁹. Occupant une place particulière dans le paysage éditorial médical français, le *RMMCPM* pose la question de la diffusion d'un périodique médical officiel dans l'ensemble du monde médical dominé par l'édition privée : « l'État faisant tous les frais de la publication », la revue des médecins militaires serait restée « étrangère à l'industrie et à ses puissants moyens de propagation »⁴⁰. Tous les exemplaires fabriqués sont en effet envoyés à l'administration de la guerre, qui se charge de les distribuer. De cette manière, que Rozier qualifie de « vicieuse », les médecins militaires seuls seraient appelés à en prendre connaissance et « cet ouvrage, destiné à porter la lumière sur certains faits remarquables, les tenait, au contraire, dans l'ombre ou au moins ne les propageait pas comme cela aurait dû être : la publicité lui manquait »⁴¹. L'éditeur militaire Dumaine, brièvement chargé de l'édition du *RMMCPM*, aurait tenté d'en élargir le lectorat et aurait eu la faculté, après livraison du nombre d'exemplaires réservés à l'administration, d'en éditer autant qu'il voulait pour son propre compte et de les diffuser. Cette expérience semble avoir fait long feu. En 1883, le *RMMCPM* se transforme en *Archives de médecine et de pharmacie militaires*, toujours éditées par Victor Rozier. Ce changement de titre et de forme se veut aussi de fond : il importe de mieux diffuser « l'expérience si chèrement acquise sur le champ de bataille [en maintenant] les médecins militaires au courant des perfectionnements acceptés dans les armées voisines »⁴². La volonté explicite de se recentrer sur les pathologies propres à l'armée est également soulignée, bien que cette thématique ait toujours constitué, de fait, son domaine principal, voire exclusif.

Toutes ces activités, centrées autour d'un unique objet, font de Victor Rozier la mémoire du corps des officiers de santé. Sa connaissance du milieu et ses notes préparatoires à l'élaboration des annuaires expliquent, en septembre 1870, sa réquisition par Lemaire, sous-directeur au ministère de la Guerre, « pour être chargé, en raison de ses connaissances spéciales, du détail du personnel de santé, au Bureau des hôpitaux »⁴³. Pendant la Commune, « il n'a pas peu contribué à faire sortir de la confusion où ils se trouvaient les états des personnels et à cet effet, il s'est rendu à diverses reprises, de Clamart qu'il habitait, à Versailles où était le siège du gouvernement régulier, ne craignant pas de faire cette route à pied sous le feu de la Commune »⁴⁴. L'exposition des motifs qui lui valent la Légion d'honneur souligne que « depuis 34 ans,

39. « Avant-propos », *RMMCPM*, 3^e série, tome 3, 1860, p. 1.

40. *Ibidem*. Sur la presse scientifique commerciale, voir William Brock, « Medicine and the Victorian scientific press », dans William-Frederik Bynum, Stephen Lock et Roy Porter (eds.), *Medical Journals and Medical Knowledge, historical essays*, London/New York, Routledge, 1992, p. 70-89 et 71-72.

41. *RSA*, tome 2, 1851, p. 73.

42. *Archives de Médecine et de Pharmacie militaires*, n° 1, 1883, p. 5.

43. Arch. nat., LH 2422 14, dossier Rozier.

44. *Ibidem*.

les publications rédigées par [Rozier] sont consultées à tout moment par les bureaux de la guerre, parce qu'elles contiennent, réunies dans un petit volume, des documents qu'on ne trouverait pas ailleurs sans de grandes recherches»⁴⁵. L'utilité de ses publications est ainsi reconnue et le dévouement de leur auteur à la cause de la médecine militaire récompensée par l'institution. Toutefois, cette reconnaissance ne s'est pas faite sans difficultés.

CONTRAINTES ET FORTUNE D'UN ÉDITEUR DE MÉDECINE MILITAIRE

Lorsque Victor Rozier se lance dans l'édition en 1850, il doit naviguer entre les restrictions propres aux publications militaires et celles des lois sur la presse. Les premiers numéros de la *Revue scientifique* contiennent de nombreux articles polémiques, souvent rédigés par des médecins militaires qui ne peuvent théoriquement pas enfreindre les règlements sur les publications des officiers de santé et publient sous couvert d'anonymat⁴⁶. Mais la loi du 16 juillet 1850 exige qu'un article dans lequel seront abordés des actes ou opinions des citoyens et des intérêts individuels ou collectifs soit signé par son auteur⁴⁷. C'est avec une certaine naïveté que Victor Rozier tente de rassurer ses éventuels collaborateurs : « d'après les informations que nous avons prises, nous leur donnons l'assurance qu'ils ne courront aucun risque, en restant dans les termes d'une discussion sérieuse. Le temps des personnalités est passé : les hommes disparaissent devant le principe, c'est à lui seul qu'on doit s'attaquer, s'il est mauvais »⁴⁸. La contrainte de signature semble tarir le flux de correspondances qui s'était établi entre les médecins de santé et la rédaction. La législation républicaine puis impériale a également des conséquences sur d'autres aspects de la publication, comme son prix, voire sa périodicité. Les lois sur le timbre pèsent lourd et si, fin 1850, Rozier peut encore se réjouir de la stabilité de son prix d'abonnement « alors que toutes les publications périodiques ont augmenté le leur », les modalités du décret sur la presse du 17 février 1852 l'obligent à augmenter ses tarifs⁴⁹. Ce

45. *Ibidem*.

46. « Note ministérielle du 28 janvier 1815 sur la correspondance entre médecins et inspecteurs » ; « note ministérielle du 13 avril 1841 relative à la correspondance que les officiers de santé, chefs de service, doivent entretenir avec le Conseil de Santé » ; « note ministérielle du 30 mars 1843, relative aux publications d'écrits des officiers de santé », *Journal militaire officiel (JMO)*, tome 4, 1841-1848, p. 176 ; « circulaire du 2 septembre 1865 relative aux publications des officiers de santé », dans *JMO*, tome 11, 1865-1867, p. 77. Voir Pierre-Augustin Didiot, *Code des officiers de santé de l'armée*, Paris, V. Rozier, 1863, p. 223.

47. *RSA*, tome 1, 1850, p. 196. La loi du 16 juillet 1850 sur le cautionnement des journaux et le timbre des écrits périodiques et non périodiques expose les contrevenants à une amende de 500 francs. Une fausse signature est punie d'une amende de 1 000 francs et de six mois d'emprisonnement.

48. *Idem*, p. 286.

49. *Idem*, p. 309 et *RSA*, tome 3, 1851-1852, p. 37-39. L'abonnement à l'année passe de 10 à 12 francs et le coût des annonces de 50 à 60 centimes.

même décret stipule qu'un journal ne peut avoir deux paginations différentes sans payer, outre le port ordinaire, celui des feuilles en dehors, considérées comme ouvrage de librairie et dont le prix est beaucoup plus élevé que celui des périodiques. L'*Annuaire* et la *Législation sanitaire* entrant dans cette dernière catégorie, Rozier envisage le surcoût non pas en augmentant le prix de l'abonnement, ni en intercalant dans le corps du journal les matières contenues dans ces deux publications, mais en publiant ces ouvrages séparément et en faisant paraître la *Revue* tous les deux mois au lieu de tous les quinze jours⁵⁰. L'augmentation des frais de port revient souvent, notamment du fait de la présence de troupes françaises sur plusieurs terrains lointains d'opérations⁵¹. Encore en 1874, les droits de postes augmentent de 50 % environ en ce qui concerne le transport des livres et imprimés. Rozier prévient donc ses lecteurs que « cette augmentation rend impossible pour nous la commission de librairie aux conditions précédentes » et prévient ses souscripteurs qu'il ne pourra, à l'avenir, se charger de fournir « que les livres édités par notre maison ou annoncés comme s'y vendant »⁵².

Outre son marché passé avec le ministère, la maison Rozier dispose de ressources provenant de la publicité, nécessaires à l'équilibre financier des journaux, et des abonnements, dont l'éditeur déplore fréquemment l'insuffisance⁵³. Dès 1850, le jeune éditeur invite ses nombreux soutiens à s'abonner, afin de poursuivre l'œuvre entreprise⁵⁴. La faiblesse du lectorat est rappelée lors de la publication de l'épais volume du *Code de santé des officiers de l'armée*, vendu quinze francs. Ce prix est calculé « sur le prix de revient et sur celui des autres ouvrages de médecine, avec cette différence que ces derniers, s'adressant à un nombre de lecteurs très considérable, peuvent se vendre à des milliers d'exemplaires, tandis que celui qui fait l'objet de cette note, concernant un personnel très restreint, se trouve avoir un débouché très limité »⁵⁵. Les limites financières de l'entreprise sont parfois atteintes, note Rozier au sujet du prix de revient très élevé d'un règlement que doit publier le *Bulletin* : « la seule composition de l'ouvrage, non compris le papier, le tirage, le satinage, le brochage [,] le seul travail pour obtenir un exemplaire en épreuve, revient à plus de 7 000 fr. »⁵⁶. Les coûts sont cependant abaissés grâce à l'éditeur Dumaine, qui laisse son collègue « tirer sur ses formes à des conditions

50. *RSA*, tome 4, 1852-1854, p. 38.

51. *RSA*, tome 5, 1854-1856, non paginé.

52. *BMPM*, tome 6, février-mars 1874, p. 1143.

53. Sur la publicité dans les journaux, Gilles Feyel, « Presse et publicité en France, XVIII^e et XIX^e siècles », *Revue historique*, n° 628, octobre 2003, p. 837-868. Rozier dispose de quelques espaces publicitaires pour la maison Fribourg par exemple, spécialiste en broderie pour médecins militaires, ou encore Badet, *À la ville d'Alger*, tailleur pour uniforme. Le photographe Nadar passe pendant plusieurs années des annonces pour son cabinet. La *RSA* fait aussi de la publicité pour d'autres éditeurs-libraires comme Dumaine et Baillière, plus tard Maloine.

54. *RSA*, tome 2, 1851, non paginé.

55. *RSA*, tome 7, 1861-1865, p. 209.

56. *BMPM*, tome 6, mai 1874, p. 1304.

tout exceptionnelles»⁵⁷. Des coûts supplémentaires interviennent ainsi ponctuellement : la parution du *Règlement général sur le service des hôpitaux militaires* en 1853 « devant former supplémentairement un nombre de feuilles qui dépassera de plus du double celui consacré au *Bulletin*, les souscripteurs qui désireront le recevoir ajouteront 6 fr. au prix de leur abonnement, soit 18 fr. au lieu de 12 »⁵⁸.

Relativement peu nombreux, les médecins de l'armée sont aussi des lecteurs nomades, avec les gênes et les aménagements que cela suppose : avant que Rozier ne s'occupe de l'annuaire, les adresses indiquées par le *Bulletin* ne peuvent, par exemple, être mises à jour « que lorsqu'il nous en est donné avis »⁵⁹. Aussi souhaite-t-il que dans chaque résidence, un correspondant transmette ces changements. Les officiers de santé militaire ne sont pas des abonnés ordinaires : « souvent confinés dans des localités où il n'y a pas de bureau de poste, ils sont dans l'impossibilité d'envoyer un mandat ; cette raison nous a engagé à n'exiger le paiement du renouvellement que deux mois après son échéance, contrairement aux usages établis dans les autres journaux »⁶⁰.

Outre cette facilité financière, Rozier utilise, comme nombre de ses collègues, des techniques commerciales offensives⁶¹. Il s'agit de fidéliser sa clientèle par d'avantageuses modalités d'abonnement et un système de prime, « gratification quelconque, motivée, en journalisme notamment, par l'espoir d'un plus grand nombre d'abonnés [qui] n'est réelle qu'à la condition de n'entraîner aucune augmentation dans le prix de l'abonnement »⁶². Les abonnés du *Bulletin* par exemple reçoivent à titre de primes plusieurs publications : la *Revue scientifique et administrative des médecins des armées de terre et de mer*, la *Législation sanitaire de l'armée de terre* et l'*Annuaire spécial du corps de santé militaire*. La synergie entre l'entreprise consacrée à l'édition et le commerce de la librairie permet de rendre des services annexes à moindres frais : « notre qualité de libraire nous a fait rencontrer l'occasion d'acquérir, à un prix relativement peu élevé, de bons livres, des livres anciens mais impérissables [...]. Nous avons divisé ces ouvrages en cinq lots d'égal nombre, et pendant cinq années le souscripteur aura à choisir dans la liste qu'il connaît »⁶³. Cette prime est délivrée gratuitement à l'abonné, s'il envoie le montant de son abonnement⁶⁴. Il va aussi au-devant de ses lecteurs en envoyant ses publications à tous les officiers de santé militaires, pas dans le but de forcer l'abonnement, dit-il, car chacun est libre de refuser. Mais les officiers désirant lire la revue seront dès lors abonnés sans être obligés d'écrire une lettre de demande. La

57. *Ibidem*.

58. *RSA*, tome 4, janvier-février 1853, p. 66.

59. *RSA*, tome 2, non paginé

60. *RSA*, tome 4, janvier-février 1853, p. 67.

61. Frédéric Barbier, « Qu'est-ce que la médiatisation ou l'invention de l'éditeur », art. cité, p. 114.

62. *BMPM*, tome 4, 1860-1863, p. 11.

63. *Ibidem*.

64. *Ibidem*.

méthode semble efficace, puisqu'en 1860, Rozier écrit : « dans ces dernières années, voyant le nombre des abonnés du *Bulletin* baisser sensiblement, les frais augmenter, les recettes diminuer, l'idée ne nous est pas venue de suspendre la publication ; nous l'avons au contraire poussée plus activement, certains qu'à la réorganisation promise, le corps de santé reconnaissant se montrerait plus empressé. Le but atteint, nous avons sollicité tous les membres du corps par l'envoi d'office du journal, et il s'est trouvé que nous avons frappé juste. Peu de numéros ont été refusés et le nombre des abonnés s'est notablement accru »⁶⁵.

Le métier d'éditeur n'est pas exempt de désillusions. L'*Essai de Bibliographie de la médecine et de la pharmacie militaire*, que conçoit Rozier, paraît en 1862 et, écrit-il, « il y a loin du fascicule que nous avons fait imprimer au travail que nous avons l'intention de publier »⁶⁶. Plusieurs volumes supplémentaires seront nécessaires pour former la somme projetée « avec cette différence toutefois que, à moins d'une réimpression générale, il lui manquera l'unité, ce point si important pour tout livre qui procède de l'ordre alphabétique »⁶⁷. La déception de Rozier tient aussi à ce que l'élaboration de la *Bibliographie* n'a guère bénéficié de l'aide des médecins, pourtant réclamée à plusieurs reprises⁶⁸. L'échec commercial est également patent puisqu'une dizaine d'exemplaires à peine ont été commandés⁶⁹. Le ministère de la Guerre sauve cependant l'ouvrage du naufrage complet en en faisant acheter pour les bibliothèques des hôpitaux et des corps de troupes⁷⁰, indice du soutien que peut attendre un éditeur officiel de l'administration qui l'emploie, un facteur évident de sécurité dans un monde marqué par la recherche constante du numéraire⁷¹.

Menée par un patron dynamique, la maison Rozier peut-elle pour autant être considérée comme florissante ? Victor Rozier commence sa carrière au 34, rue Sainte-Marguerite-Saint-Germain, maison démolie « par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique »⁷², puis s'installe presque au même endroit dans une maison composée d'une habitation et d'une boutique au 11, rue Childebert, petite rue tranquille ouverte en 1715 sur l'enclos monacal de

65. *RSA*, tome 6, novembre-décembre 1859, p. 467 et janvier-février 1860, p. 520.

66. Victor Rozier, *Essai de Bibliographie de la médecine et de la pharmacie militaire*, Paris, V. Rozier, 1862, p. iii.

67. Victor Rozier, *Essai...*, ouv. cité, p. iii. Une critique de cet ouvrage précise néanmoins que « grâce à cette bibliographie, qui sera souvent consultée par les médecins civils aussi bien que par les médecins militaires, les écrits de ces derniers ne resteront point inconnus comme beaucoup semblaient l'être », *Journal de médecine et de chirurgie pratiques*, 2^e série, tome 33, 1862, p. 185.

68. Par exemple, « M. Victor Rozier, libraire-éditeur de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie militaires prévient MM. les officiers de santé qu'il rassemble les matériaux nécessaires à la formation d'un catalogue des livres, brochures, thèses qui rentrent dans la spécialisation de la maison qu'il fonde », *BMPM*, tome 3, 1857-1860, non paginé.

69. *BMPM*, tome 4, 1860-1862, p. 183, note 1.

70. Direction de l'administration, Bureau des hôpitaux, 1^{er} septembre 1862, *BMPM*, tome 4, 1860-1862, p. 530.

71. Frédéric Barbier, « Qu'est-ce que la médiatisation ou l'invention de l'éditeur », art. cité, p. 109.

72. *RSA*, tome 3, non paginé.

l'abbaye Saint Germain⁷³. La librairie Rozier est donc légèrement excentrée par rapport à l'étroit périmètre situé autour de l'École de médecine dans lequel se concentre l'essentiel des librairies médicales⁷⁴. L'élargissement de la place Saint-Germain-des-Prés, entre 1866 et 1867 l'amène, « par suite d'expropriation »⁷⁵, à s'installer au 93 rue de Vaugirard. En 1886, il déménage à nouveau pour le 26, rue Saint-Guillaume, dans le 7^e arrondissement. Au décès de Rozier en 1890, le fonds de commerce de sa « maison de commerce de libraire-éditeur »⁷⁶ est estimé à 500 francs, droit au bail compris, ce qui est peu. La boutique comprend, d'après l'inventaire après décès : un comptoir, des rayons en chêne, un bureau, cinq chaises, deux lyres à gaz. Sont également présents une presse à copie, un lot d'accessoire de bureau, une paire de balances et un lot d'environ 1 000 kilos de caractères d'imprimerie en service. On apprend aussi que Rozier a des « employés »⁷⁷. Même dans un secteur, l'édition, en général composé de petites entreprises, son commerce paraît modeste. Lui-même semble cependant vivre dans une certaine aisance, grâce aux apports de sa femme.

Adèle Laurent, veuve de son meilleur ami le médecin militaire Achille Trinquier et épousée en 1856, reçoit en dot pour son premier mariage quatre maisons à Béthune et quelques pièces de terres. Elle hérite de son premier mari, de son beau-père, huissier à Millau et recueille aussi, pendant son mariage avec Rozier, les successions de plusieurs parents. L'apport au mariage de Rozier, « purement mobilier [...] se composait seulement du fonds de commerce de libraire-éditeur [...] et des habits, linge et objet à son usage personnel ». Au jour du décès de son mari, Mme Rozier déclare sur l'actif, 4 000 francs en deniers comptants, 7 000 francs dus par le ministère de la guerre, « à raison de marchés passés avec ladite administration »⁷⁸ et quelques 10 000 francs de dettes. Les possessions du couple consistent en obligations de la ville de Paris et en biens immobiliers : une maison à Clamart achetée en 1862 pour 12 000 francs, une maison rue de Vaugirard, achetée cinq ans plus tard pour 100 000 francs et rapidement payée grâce à un emprunt au crédit foncier remboursable sur 50 ans, plusieurs pièces et appartements également rue de Vaugirard, loués. Les époux Rozier louent 2 000 francs par an les lieux qu'ils occupent rue Saint-Guillaume, ainsi qu'un appartement au 70 boulevard Montparnasse où vivent deux de leurs trois fils.

73. Charles Lefeuve, *Histoire de Paris, rue par rue, maison par maison*, Paris/Leipzig, C. Reinwald/A. Twietmeyer, 1875, 5 tomes, tome 4, p. 5-6. Certaines publications sont domiciliées entre 1851 et 1855 au 11, rue Sainte-Marthe, présentée comme l'ancienne « rue Childebert ».

74. Marie-Claire Boscq, « L'implantation des libraires à Paris (1815-1848) », dans Jean-Yves Mollier [dir.], *Le commerce...*, ouv. cité, p. 27-50.

75. *RSA*, tome 8, juillet-août 1867, non paginé. Le 93 devient le 75 « par suite des changements opérés dans la rue », *BMPM*, n° 150, juin 1869, non paginé.

76. Mentionné ainsi dans la Procuration par MM. Rozier à Mme Rozier, leur mère, Arch. nat., Étude Guérin, XLVI, n° 1281, 9 juillet 1890. Voir Arch. Paris, DQ8 1734. Le testament et l'inventaire après décès sont enregistrés auprès de l'étude Guérin (Étienne-Maurice), 18 rue Jacob.

77. Arch. nat., Étude Guérin, XLVI, n° 1281, 11 juillet 1890. Un codicille du testament prévoit entre autres le legs d'une somme de 100 francs « à M^{lle} Wacquant, ma commise »

78. *Ibidem*.

Ainsi, le métier qu'il fait consciencieusement, avec dynamisme et une certaine inventivité, ne lui permet pas le train de vie que sa biographie et sa succession suggèrent. Un mariage avantageux pour lui, quoique sans mésalliance du côté de son épouse, et un goût certain de la comptabilité laissent supposer des placements fructueux, accompagnant un processus d'ascension sociale manifeste dont un élément est la carrière médicale choisie par un de ses fils. Le tableau synoptique, présenté à la fin de cet article, des nombreuses activités professionnelles et extra-professionnelles auxquelles s'adonne Rozier confirme cette réussite : son élection à la Société des gens de lettres et son travail à la Société des auteurs et compositeurs dramatiques indiquent la reconnaissance d'une bourgeoisie intellectuelle, appuyée par l'obtention de plusieurs décorations du ministère de l'Instruction publique. C'est néanmoins la médecine militaire qui lui apporte la consécration de la Légion d'honneur.

CONCLUSION

Le parcours de Victor Rozier témoigne des permanences et des transformations que connaît le monde de l'édition au cours du XIX^e siècle. Issu de la petite bourgeoisie, éduqué un temps au collège, travaillant dans une imprimerie, c'est-à-dire appartenant aussi à l'élite du monde ouvrier, il fait partie de ces hommes nouveaux sortis des catégories populaires, qui renouvellent un milieu caractérisé sous l'Ancien régime par son homogénéité⁷⁹. Avec des fonds dont la provenance reste inconnue, peut-être d'origine familiale car Rozier hérite de ses parents quelques rentes, il se lance dans l'édition médico-militaire, un choix dans lequel l'aspect affectif, difficilement évaluable, semble néanmoins important. Libraire-éditeur, propriétaire de revues, certains de ses rapports soulignent l'intérêt de l'ancien artisan imprimeur pour les aspects matériels de son travail (choix de la casse, du papier, des encres...) et rappellent qu'il dispose d'une bonne connaissance du monde de l'imprimerie quoique n'étant pas imprimeur de ses propres publications⁸⁰.

79. Élisabeth Parinet, *Une histoire de l'édition...*, ouv. cité, p. 154.

80. Imprimeurs de Victor Rozier

	Imprimeurs de Victor Rozier	
1850-1853	Gerdès	42 rue Bonaparte
1853-1855	Walder	44 rue Bonaparte
1857	Gaïttet et Cie	7 rue Git-le-cœur
	Paul Dupont	45 rue Grenelle-Saint-Honoré
	Walder	44 rue Bonaparte
1857-1861	Noblet	56 rue Saint-Dominique
1861-1876	Cosse et Dumaine	2 rue Christine
1876-1890	Veuve Pierre Larousse et Cie	49 rue Notre-Dame des Champs 19 boulevard Montparnasse

Sans être un de ces « hommes doubles » dont Christophe Charle analyse l'émergence à la fin du siècle, Rozier témoigne, par son inscription dans un vaste espace professionnel, de la diversité des acceptions du terme éditeur, cet « homme Protée » qui matérialise les ambiguïtés de la chose imprimée⁸¹. Il n'est pas médecin et n'a donc pas compétence pour juger de l'intérêt de certaines de ses publications et des besoins d'une clientèle spécialisée mais réussit cependant à « rassembler un vivier d'auteurs »⁸², du fait de son positionnement auprès du ministère de la Guerre. Dans un temps où les logiques commerciales transforment le métier d'éditeur, la maison Rozier semble en partie échapper aux exigences de la rationalisation économique par la publication de textes destinés à un lectorat limité mais dépendant d'une administration qui lui assure des entrées d'argent régulières. S'il semble hasardeux de parler de l'édition médico-militaire, en partie subventionnée, comme d'une « niche de marché », l'entreprise de concentration menée par Rozier confirme néanmoins le mouvement de spécialisation à l'œuvre dans le monde des revues médicales depuis les années 1860.

*Claire Fredj est maître de conférences
à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense*

Les activités de Victor Rozier : tableau synoptique

	Professions exercées par Victor Rozier	Publications militaires	Victor Rozier publiciste	Distinctions
1848	Correcteur-imprimeur, chez Éd. Baurtruche			
	Gérant du <i>Réveil du peuple</i>			
1850	Rédacteur-fondateur	<i>Revue scientifique et administrative des médecins des armées de terre et de mer</i> [1850-1890 Bimensuelle puis bimestrielle à partir de 1854]		
1852	Directeur-gérant	<i>Bulletin de la médecine et de la pharmacie militaire. Recueil de tous les documents officiels relatifs à la médecine et à la pharmacie militaires</i> [1852-1889]		
1853	Rédacteur	<i>Législation sanitaire de l'armée de terre</i> (3 volumes)		
		<i>Annuaire du corps de santé de l'armée de terre</i> [1853, 1855 et 1859- 1890]		
1855	Libraire breveté [libraire de fait depuis 1853]		<i>Les Bals publics de Paris</i> , G. Havard, 1855 [3 éditions]	

81. Frédéric Barbier, « Qu'est-ce que la médiatisation ou l'invention de l'éditeur », art. cité, p. 100 ; Christophe Charle, « Le temps des hommes doubles », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 39/1, janvier-mars 1992, p. 73-85.

82. Élisabeth Parinet, *Une histoire de l'édition...*, ouv. cité, p. 155.

	Professions exercées par Victor Rozier	Publications militaires	Victor Rozier publiciste	Distinctions
1856	Rédacteur-fondateur et directeur-gérant	<i>Bulletin de l'Intendance et des services administratifs de l'armée de terre</i> [1856-1903 et 1912]		
		<i>Annuaire de l'intendance et des services administratifs de l'armée de terre</i>		
1857		<i>Formulaire pharmaceutique à l'usage des hôpitaux militaires français</i> , approuvés par le Ministère de la Guerre		
1859	« rédacteur-gérant de journaux » [Bottin]	<i>Recueil de Mémoires de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaire</i> [1859-1883] puis <i>Archives de médecine et de pharmacie militaire</i>		
1860			<i>Les dons de la femme</i> , G. Havard, 1860	
1862	Auteur-éditeur	<i>Essai d'une bibliographie de la médecine militaire</i>		
1864			<i>Le comte Karl de Valker. L'échelle de sang</i> , É. Dentu, 1864 [3 éditions]	
1866	« libraire et éditeur de plusieurs journaux » [Bottin, profession] et « homme de lettres et libraire » [Bottin, répertoire nominatif]	<i>Manuel de l'infirmier de visite</i>	Membre de la Société des gens de lettres Inspecteur-vérificateur à la Société des auteurs et compositeurs dramatiques	
1867				Médaille de bronze décernée par l'assemblée des délégués des sociétés de secours aux blessés militaires ¹ .
1872		<i>Annuaire du train des équipages militaires</i> [1872-1886]		
1873	Gérant-responsable		<i>Bulletin de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques</i>	
1874		<i>Bulletin du corps d'état-major de l'armée française</i>		
1875		<i>Annuaire du corps d'état-major de l'armée française</i> [1875-1878 et 1881]		
1878			Secrétaire de la 3 ^e commission au congrès littéraire international de Paris	

	Professions exercées par Victor Rozier	Publications militaires	Victor Rozier publiciste	Distinctions
1879				Officier d'académie
1880- 1884			Plusieurs nouvelles publiées ²	
1882		<i>Manuel de l'infirmier militaire</i> <i>Manuel du brancardier militaire</i>		
1886				Chevalier de la Légion d'honneur Officier de l'Instruction Publique

Notes du tableau :

1. *RSA*, tome 8, non paginé.

2. Jules Lermina, *Dictionnaire universel...*, ouv. cité, p. 1267.